



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux de remplacement de trois ascenseurs à l'EHPAD « Les Aulnettes »

Règlement de la consultation (RC)

Passé selon la procédure adaptée (Article R.2123-1 – Marché passé selon la procédure adaptée - Code de la commande publique)

Consultation n°

2025SM03

Date limite de remise des plis

15 septembre 2025 à 12 heures

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Centre Hospitalier de Versailles André Mignot
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud
Représentant : Centre Hospitalier de Versailles
Adresse : Centre Hospitalier Versailles
177 rue de Versailles
78157 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

La personne en charge du dossier est : Sabrina MASPOLI, Juriste-rédacteur marchés publics.

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Travaux de remplacement de 3 ascenseurs à l'EHPAD des Aulnettes.

L'objectif des travaux est de moderniser les installations existantes.










La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le CCAG en vigueur pour cette consultation est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux de l'arrêté 30 mars 2021.

Les prestations de travaux relèvent de la Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.
.

Codes CPV : 45313000 (Travaux d'installation d'ascenseurs).

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Travaux de remplacement de 3 ascenseurs à l'EHPAD des Aulnettes.
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles pour le compte es établissements du GHT 78 sud
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	EHPAD Les Aulnettes, au 31 Rue Joseph Bertrand, 78220 Viroflay
	Durée	10 mois
	Pénalités	Article 12.1 du CCAP
	Variation des prix	Révisables (article 6.1 du CCAP)
	Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

Le non allotissement du contrat s'explique par l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes et une hausse de la difficulté d'exécution des prestations en cas de pluralité d'intervenants.

■ **Montant du marché :**



Le montant estimatif des travaux est d'environ **260 000 € HT**. Ce montant est indicatif et n'engage pas l'administration.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Passé selon la procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ **Déroulé prévisionnel de la procédure :**

	Publication de la consultation	30/07/2025
	Date de remise de l'offre par le candidat	15/09/2025

■ **Visite de site obligatoire**

Une visite du site est obligatoire, la fourniture d'une attestation de visite dûment remplie et complétée de chacun des interlocuteurs est obligatoire à l'appui de leur offre (annexe 2 au présent règlement)

➤ **Modalités d'organisation des visites de site**

Les visites se feront sur rendez-vous après demande par email à la personne suivante dont les coordonnées figurent ci-dessous :

PAYET Christian Tel: 01 30 15 85 97 Email: christian.payet@hopital-levesinet.fr

L'absence à la visite rendra l'offre non recevable (irrégulière).

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2826069&orgAcronyme=x7c>

■ **Dossier de consultation**

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard six jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Variantes :**

Les variantes ne sont pas autorisées.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=agent.FormulaireConsultation&refConsultation=Nzg3OTI2>

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant la date et l'heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après :

Centre Hospitalier de Versailles
Hôpital André Mignot
177 rue de Versailles
78157 Le Chesnay-Rocquencourt

Contact : XXXX – juriste rédacteur à la cellule de la commande publique.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- L'acte d'engagement
- L'annexe financière : Décomposition du prix global forfaitaire
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP):
- Attestation de visite
- Les liens des formulaires à compléter:
 - Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants – DC 1 :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement – DC 2 :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
 - Déclaration de sous-traitance – DC 4 :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

■ Rematéralisation des offres

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le titulaire potentiel s'engage dans tous les cas à en accepter la rematéralisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle.

A ce titre, il s'engage à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à la signature manuscrite de tous ces documents sans procéder à la moindre modification de ceux-ci (attention à bien conserver la date initiale des documents) et les renvoie à la personne publique sous cette forme dans un délai qui ne devra pas excéder cinq jours à compter de la réception de la demande de rematéralisation.

■ Contenu des plis :


- Dossier candidature :
-

LISTE	OBSERVATIONS
DC1	Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2	Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

DC4	<p>Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2018.doc)</p> <p>S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques met à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché</p>
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion datant de moins de 3 mois.
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
Emploi salariés par candidat français	Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
Emplois salariés par candidat étrangers	Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Certificats de qualification	<p>Certificats de qualifications ou tout autre moyen notamment certificats d'identité professionnelle et des références attestant de la compétence du candidat à réaliser la mission.</p> <p>Formation SS4 Amiante</p>
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant l'entreprise contre les risques inhérents à son activité (civile)
Chiffre d'affaire	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Chiffre d'affaire 1,5 fois le montant du marché sur les 12 derniers mois glissants.
Effectifs candidat	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
Références	3 références sur des travaux de même importance en technicité et en volume financier pour les travaux objet du présent marché.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

- Dossier offre :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<p>Pièce dument complétée dans laquelle le candidat présente son offre.</p> <p> Il n'est pas obligatoire que l'acte d'engagement soit signé dès le dépôt de l'offre.</p>
Annexe 1 à l'Acte d'engagement Cadre de réponse financière (DPGF)	<p>Pièce dument complétée.</p> <p>NOTA 1 : Les offres dont la décomposition ne serait pas renseignée suivant le bordereau DPGF fourni avec le DCE ne pourront pas être analysées et ne seront pas prises en compte. L'offre sera donc considérée comme irrégulière.</p> <p>NOTA 2 : Les soumissionnaires fournissent les quantités et les prix unitaires des prestations précisées dans le cadre DPGF. Ces éléments aideront à la bonne compréhension et l'analyse des offres. En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix.</p> <p>Les anomalies constatées et justifiées sont à intégrer dans l'offre (acte d'engagement) avec astérisque renvoyant à la fin du devis estimatif pour faire ressortir les conséquences de ces anomalies.</p>
Le mémoire valeur technique (fiche)	<p>Un mémoire technique (MT) détaillé, obligatoirement articulé en fonction des chapitres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyens humains et matériel dédiés à l'opération, CV des personnes intervenantes • Méthodologie détaillée d'intervention pour chacune des phases de l'opération, prise en compte des contraintes liées à un milieu hospitalier en activité • Qualité et conformité des matériaux proposés par rapport au cahier des charges, à l'aide entre autre de la fiche valeur technique • Planning prévisionnel détaillée de l'opération • Démarche environnementale, détail du circuit d'évacuation des déchets et filières spécialisées
Attestation de visite	<p>Le candidat remet son attestation de visite qui lui aura été remise par le Maître d'ouvrage. Toute absence à la visite rendra l'offre incomplète et par conséquent irrégulière et non régularisable.</p>

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat doit joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Valeur Technique (55 points)	Moyens humains et matériel dédiés à l'opération – 10 points
	Méthodologie détaillée d'intervention pour chacune des phases de l'opération, prise en compte des contraintes liées à un milieu hospitalier en activité – 15 points
	Qualité et conformité des matériaux proposés par rapport au cahier des charges, fiches techniques – 15 points
	Planning prévisionnel détaillée de l'opération – 10 points
	Démarche environnementale, détail du circuit d'évacuation des déchets et filières spécialisées – 5 points
2. Prix (45 points)	<p><u>La notation financière</u> porte sur la comparaison des offres financières simulées des différents candidats par application de la formule suivante :</p> <p>Note du candidat : $45 \times \text{offre financière la plus basse} / \text{offre financière notée}$</p>

Les sous critères de la valeur technique, élément de décomposition de la notation, sont notés de la manière suivante :

Note	Appréciation	Observation
0 point	Absence de réponse	Lorsqu'il n'y a pas de réponse apportée dans le mémoire du candidat
1/5 points	Mauvaise	lorsque la réponse apportée dans le mémoire du candidat n'apporte que très peu de précisions ou d'informations adaptées à la prestation.
2/5 points	Moyenne	lorsque la réponse apportée dans le mémoire du candidat n'apporte pas suffisamment de précisions ou d'informations adaptées à la prestation.
3/5 des points	Acceptable	lorsque la réponse apportée dans le mémoire du candidat est partielle et/ou bien détaillée sur les points importants
4/5 des points	Bonne	lorsque la réponse apportée dans le mémoire du candidat est très précise et très bien détaillée dans l'ensemble
5/5 des points	Excellente	lorsque la réponse apportée dans le mémoire du candidat apporte une valeur ajoutée significative sur l'offre en plus d'avoir un mémoire très précis.

Les offres des candidats peuvent faire l'objet d'une décision de rejet de la part du pouvoir adjudicateur dans les cas de figure suivants :

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique, dans toutes les procédures, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles ».



Les irrégularités suivantes ne seront pas régularisables :

- Absence de fiche mémoire technique,
- Absence de DPGF,
- DPGF incomplet (lignes manquantes),
- Absence à la visite obligatoire.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par l'acheteur, ce dernier peut décider de négocier avec certains soumissionnaires.

Si certaines offres se révèlent être irrégulières ou inacceptables, le Centre Hospitalier de Versailles pourra déclencher avec tous les candidats un premier tour de négociation qui permettra aux entreprises de rendre leur offre régulière ou acceptable. Pourront également être demandées lors de cette première étape des explications sur des niveaux de prix paraissant anormaux.

Les offres seront ensuite analysées de manière approfondie, notées et classées. La négociation technique et financière ne sera ensuite menée avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre conforme.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées au maximum avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

Une convocation ou une invitation à remettre une offre négociée sera envoyée aux soumissionnaires admis par la plateforme des Achats de l'Etat.

Le soumissionnaire doit renseigner une adresse mail valide pour les échanges électroniques.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via le profil acheteur :

- **Renseignements techniques :**

Les demandes de renseignements techniques ou opérationnels doivent être envoyées sur le profil d'acheteur.

- **Voies et délais de recours**

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
VERSAILLES
78000
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 0139205487
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>